FÉDÉRATION DES FINANCES

FLASH INFOS 2025

Fédération des Finances FORCE OUVRIERE - 46, rue des petites écuries - 75010 Paris • www.financesfo.fr

CSA ministériel du 4 juillet 2025

Déclaration liminaire

Madame la ministre

Le budget 2026 n'est pas encore connu mais il est au centre de l'intérêt des médias mais aussi de notre fédération. Vos récentes déclarations ne sont pas pour nous rassurer : « N*ous sommes dans une situation politique et budgétaire difficile, tous les membres du gouvernement ont intérêt à être responsables et à participer aux efforts d'économies »*.

La France, sous la pression de Bruxelles s'est engagée à redresser sa trajectoire budgétaire pour atteindre les 3 % de PIB de déficit d'ici 2029. Dans cette ambiance étouffante, le premier ministre doit présenter mi-juillet son plan pour inscrire 40 milliards d'euros d'économies dans le budget 2026.

La marge de manœuvre budgétaire du gouvernement pour atteindre cette cible semble extrêmement réduite. Ainsi, chaque ministre avait pour consigne d'arriver à la table des négociations avec non pas des demandes de financements supplémentaires mais des propositions concrètes d'économies sur son ministère.

Ses propositions, n'en doutons pas, devraient découler de la revue des missions demandée par le premier ministre dans le cadre de « la refondation de l'Action publique ». Qu'un premier ministre se préoccupe de savoir ce que font les ministères, enfin de leur 5 missions principales, peut surprendre mais aussi interpeller. De même, les agents s'interrogent également sur leurs principales missions, et surtout sur le sens de leur action, tant les réformes et restructurations se sont empilées et précipitées. Tout cela sans ligne directrice, sans vision du service public attendu et dû à nos concitoyens, mais avec pour seule finalité la réduction des moyens et la suppression d'effectifs !

Depuis 2018, le ministère de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique a réduit ses effectifs "de près de 10 %", soit 12 700 emplois supprimés, la baisse des effectifs atteint même "plus de 16 %" depuis 2013, soit 25 000 emplois de moins.

L'administration l'affirme : "l'effort réalisé par le ministère est commensurable à la totalité des créations d'emplois de l'ensemble de la fonction publique d'État sur la période ". Une réduction d'effectifs qui s'est "réalisée à missions constantes". L'effort s'est poursuivi cette année, avec une réduction de 575 ETP (équivalents temps plein) en 2025.

Nous partageons ce point de vue et lui faisons crédit de la défense de notre ministère. Bercy a de nombreuse fois démontré son exemplarité et absorber des baisses de crédits de fonctionnement, d'Action sociale voir d'effectifs … Les précédents ministres s'étaient engagés à stabiliser nos effectifs.

Comment pouvons-nous vous croire quand vous indiquez que « c'est maintenant au tour d'autres acteurs de porter ces efforts »? Que Bercy sera

exempté ? Que le budget de l'action sociale sera préservé ??

Le MEFSIN est un ministère régalien indispensable à la société, garant du budget de la France. Pour notre fédération, le dogme gouvernemental de réduction des dépenses publiques mis en place depuis des années, n'est pas la solution. Nous ne pouvons que constater son inefficacité. Il faut se concentrer sur les recettes, et pour notre ministère sur la fraude fiscale. Il faut également réformer notre système fiscal pour une plus juste répartition des richesses et mettre en place une conditionnalité des aides publiques aux entreprises.

Pour ***FO Finances***, l'austérité est suicidaire, sur le plan social, économique et démocratique.

Les résultats de l'observatoire interne viennent d'être publiés, les agents sont encore 57 % à penser que leur direction n'évolue pas dans la bonne direction : 60 % à la DGFIP, 61 % aux Douanes et 66 % des agents de catégorie B.

Les fonctionnaires voient année après année leurs conditions de travail se détériorer, tout comme leur rémunération. 60 % des agents du MEFSIN ne sont pas satisfaits de leur rémunération et 63 % des possibilités d'avancement et de promotion … Et on les comprend.

31,5% de perte de pouvoir d'achat depuis 2000, suppression de la GIPA, baisse de traitement en arrêt maladie, gel du point d'indice… Le bilan est consternant et explique largement le manque d'attractivité de la Fonction Publique.

Nouveau gage d'attractivité, un sujet que vous connaissez bien, la protection sociale complémentaire présentera un nouveau visage en 2026 pour le MEFSIN.

FO Finances s'est engagée dans cette négociation sur la protection sociale complémentaire, pour améliorer un dispositif « fonction publique » bien peu généreux et empreint de contraintes, afin d'obtenir des avancées concrètes et maintenir le haut niveau de couverture des agents du ministère.

Notre travail a permis de faire progresser les points suivants : les modalités de cotisations et de solidarité envers les enfants, les options ouvertes, le fonds d'aide aux bénéficiaires retraités les prestations d'accompagnement social avec un taux de cotisation additionnelle à 3% permettant leur maintien, les actions de prévention en présentiel et sur l'ensemble du territoire, et surtout le couplage obligatoire santé/prévoyance pour les actifs.

Lors des commissions paritaires de pilotage et de suivi (CPPS), l'ensemble des fédérations, dont ***FO Finances***, a travaillé sur les critères et leur pondération du futur appel d'offres. Les fédérations ont fait le choix de limiter les critères financiers afin de privilégier la qualité de gestion et de service offerte aux agents du ministère : plateforme et application mobile, centre d'appel téléphonique, permanences physiques, assistance, réseau de soins, actions de prévention en présentiel et territoriales…

Mais ensuite, les fédérations ont été écartées de la procédure, contrairement au dispositif précédent de référencement. La CPPS a été convoquée le 22 mai 2025 pour émettre un avis consultatif sur le rapport d'analyse des offres. Les fédérations ont rapidement déchanté à la lecture du document remis en séance, puisque l'opérateur retenu pour la santé est la start-up ALAN. Les fédérations ont voté à l'unanimité contre ce choix.

Pour ***FO Finances***, l'accord ministériel signé en juin 2024 par l'ensemble des fédérations reste un très bon accord, garant d'une PSC de qualité et surtout qui inclut un couplage obligatoire santé-prévoyance.

FO Finances dénonce la décision de l'administration de sélectionner Alan pour assurer la PSC des agents de Bercy. Cette start-up est à l'opposé de nos valeurs mutualistes mais aussi syndicales d'entraide et de solidarité.

Pour ***FO Finances***, le choix d'un opérateur commercial, assureur « privé » à la recherche de profits, basé sur le numérique et la dématérialisation, conduira forcément à une dégradation des prestations et des services, une perte de la proximité et du conseil aux agents.

Autre sujet, le rapport intitulé « ACTION SOCIALE DE L'ETAT- Etat des lieux et perspectives » publié en mars 2025, ne peut que nous interroger. Notre

action sociale ministérielle est issue de choix historiques et de combats syndicaux. En ces périodes de difficultés financières et d'inflation, son rôle devient donc un élément primordial. C'est pourquoi, ***FO Finances***, vous entend et veillera à ce que ses moyens ne soient pas impactés par la rigueur budgétaire mais aussi que sa gouvernance reste ministérielle afin d'aider les agents dans leur quotidien.

FO Finances refuse les pistes d'évolution évoquées dans ce rapport notamment la mise en place d'un cadre d'orientation stratégique pluriannuel des priorités de l'action sociale, ou l'élaboration d'une stratégie de mutualisation des prestations voire des structures d'action sociale visant à réaliser des économies d'échelle et renforcer la convergence des prestations. FO soutient que l'Action Sociale Interministérielle (ASI) et l'Action Sociale Ministérielle (ASM) peuvent mieux fonctionner, à la fois conjointement et spécifiquement avec l'apport de moyens humains et financiers.

Enfin, le plan égalité professionnelle entre les femmes et les hommes aux ministères économiques et financiers pour la période juin 2025 - 2027 est à l'ordre du jour de ce CSAM. Pour notre fédération, nous regrettons une nouvelle fois que la négociation ministérielle n'est pu aboutir à mettre fin à la mobilité imposée aux lauréats de C en B à la DGFIP. La mise en place « d'une concertation directionnelle visant à lever les freins », cette expression était déjà inscrite dans le plan 2017, bel exemple de la capacité de l'administration à l'immobilisme.

Pourtant cette mesure ne nécessitait aucun budget supplémentaire juste un engagement de la DGFIP et du ministère, engagement qui aurait permis à de nombreux agents de tenter d'obtenir une promotion largement méritée sans l'épée de Damoclès de la mobilité…

Mais pour autant, nous reconnaissons le travail effectué sur le plan ministériel en faveur de l'Egalité entre les femmes et les hommes, proposé à cette instance. Pour ***FO Finances***, faire le bilan des mesures passées, étudier les nouvelles données, poursuivre ce qui fonctionne, adapter ce qui fonctionne moins, capitaliser pour aller plus loin, voilà ce qui doit être fait. Si ce plan est une obligation, il évolue dans le bon sens.

Au-delà de notre ministère, l'égalité professionnelle sera à l'agenda des discussions Fonction Publique, le constat est là les inégalités persistent. ***FO Finances*** espère que ce sera l'occasion de corriger les inégalités impactant la carrière des femmes, au moment de la maternité : baisse du traitement maladie évidemment, mais aussi prise en compte du congé maternité (4 trimestres contre 8 dans le privé), véritable compensation du congé parental ou du temps partiel pour la retraite, impact sur l'évaluation. Nous pourrions aussi évoquer les différences en termes de régime indemnitaires ou parler de nos craintes devant la multiplication des postes au profil.

Cet affichage d'une priorité gouvernementale n'a pas changé grand-chose au quotidien des femmes, ***FO Finances*** espère qu'au moins au niveau du ministère, l'engagement du secrétariat général infuse dans les directions, qu'à notre niveau nous puissions enfin avoir des bilans concrets avec des données genrées, et qu'elles prennent enfin les mesures permettant au moins de corriger les aberrations créées par leurs règles de gestion.

Enfin ***FO Finances*** salue la nomination de M Lenglard, à la tête de l'INSEE, et espère que ce changement permettra un apaisement du dialogue social dans cette direction.

FÉDÉRATION DES FINANCES

Construire les victoires de demain !